



Insalubrité

À Atakpamé, la rivière Eke lance un grand cri de détresse

Pendant plusieurs jours, la commune de l'Ogou 1 dirigée par la maire Yawa Kouigan a maintenu le suspense. L'on annonçait que quelqu'un ou quelque chose devait s'exprimer. Mais, de qui ou de quoi s'agissait-il au juste ? On le sait depuis le jeudi 17 septembre 2020 à 12h. La rivière Eke ...



INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits Fnfi

« Grâce au FNFI j'ai débuté mon processus d'autonomisation », dit AMEGBEZO Kafui, vendeuse de produits d'alimentation générale à Atakpamé

PAGE 2

ETRANGER



Présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire

« Il n'y aura pas d'élection », selon Guillaume Soro

Hôtel Bristol, 72 heures seulement après l'invalidation de sa candidature pour la présidentielle d'octobre 2020 en Côte d'Ivoire. Le même hôtel qu'a choisi l'ancien président de l'Assemblée nationale ivoirienne pour annoncer sa ...

PAGE 6

Classement Fifa des équipes nationales

Les Éperviers du Togo toujours au même rang

La Fédération internationale de football association (Fifa) a rendu public, le 17 septembre 2020, son classement des équipes ...

PAGE 10



Interview avec Reckya Madougou

« ... maîtriser le Big data est l'un des prérequis de la 4e révolution industrielle »

Dans une interview accordée à Financial Afrik, la conseillère spéciale du président de la République Faure Gnassingbé et experte internationale en finance inclusive et en mécanisme de développement, explique l'importance du Big data pour les économies africaines ...

PAGE 5

DERNIERES HEURES

La rentrée scolaire prochaine s'annonce avec quelques particularités

Les derniers examens sont terminés. Le baccalauréat deuxième partie vient de boucler la série. Bientôt, plus précisément le 26 octobre 2020, les élèves du Togo reprendront tous ensemble les chemins des classes. Avec les contraintes qu'impose le coronavirus, des particularités sont attendues au cours de cette nouvelle année scolaire.

Lorsque le risque de propagation du coronavirus était devenu évident dans notre pays, le gouvernement a décidé de fermer les écoles et autres centres de formation le 20 mars 2020. Quelques mois après, et dans l'optique d'éviter une année blanche, les autorités en charge du secteur éducatif sous la houlette du chef du gouvernement, Dr Komi Selom Klassou, ont annoncé la reprise partielle des cours, ...

PAGE 3

Décentralisation

« Nous avons définitivement quitté le terrain des critiques stériles pour le pragmatisme, l'action sur le terrain », dit Dr James Amaglo

Lors de l'ouverture de la troisième session du Conseil municipal de la commune du Golfe 2, le maire, Dr James Amaglo, a tenu des propos qui revêtent une importance capitale ...



PAGE 3



SOMMAIRE

Musique / Afrimma & Afrima
Deux « awards » qu'il faut savoir distinguer

P 9

Criminalité dans le sport
Mémoire d'entente entre l'UNODC et la Fifa

P 10

Réseaux sociaux
Facebook de loin plus utilisé au Togo

P 11

Promotion des bénéficiaires des produits FNFI

« Grâce au FNFI j'ai débuté mon processus d'autonomisation », dixit AMEGBEZO Kafui, vendeuse de produits d'alimentation générale à Atakpamé

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", votre journal Togo Matin vous conduit à atakpamé pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de madame AMEGBEZO Kafui qui grâce au crédit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) a pu démarrer une activité génératrice de revenus qui renforce jour après jour son autonomie. Reportage...

Atakpamé, quartier Agbonou. C'est ici dans ce quartier populaire de la ville aux sept collines que Kafui vit avec sa famille depuis de nombreuses années. Voulant à tout prix exercer une activité génératrice de revenus pour soutenir son époux dans la prise en charge des besoins de la famille, elle se rend il Ya deux ans auprès de COPEC ILLEMA, une microfinance partenaire du FNFI dans la région pour se renseigner davantage sur les conditions d'accès aux produits FNFI. Elle participera alors à plusieurs séances d'informations qui lui ont permis de se rendre compte qu'elle est éligible au crédit APSEF.

"Après avoir assez entendu parler du FNFI, j'ai décidé de voir dans quelles conditions je pouvais moi aussi intégrer le paysage financier. C'est donc après plusieurs séances d'informations sur le FNFI que je me suis rendu compte que j'étais éligible au crédit APSEF. Il m'a

juste fallu me constituer en groupe solidaire avec quelques aînées du quartier, suivre tout le processus nécessaire et nous avons eu droit au crédit APSEF. Après avoir pris successivement 30.000, 40.000 et 50.000 FCFA, je suis actuellement à la dernière tranche du crédit d'un montant de 60.000 FCFA. Comme vous voyez, ces différents crédits m'ont permis de tenir cette petite baraque d'alimentation générale. Les revenus que je dégagne quotidiennement me permettent de rembourser mais aussi d'épargner afin de faire face aux priorités de la vie".

Notre interlocutrice ayant pris conscience du coup de pouce financier que lui a accordé le FNFI, elle nourrit déjà de grandes ambitions de voir son commerce se renforcer, elle espère rembourser assez rapidement le dernier cycle de son crédit afin d'obtenir un crédit plus conséquent.

"Mon rêve est de devenir une grande entrepreneure modèle qui pourra servir de repère aux jeunes de ma localité. Je souhaite devenir une grande commerçante de pagnes de renom, qui vendra non seulement en détail mais aussi en gros. J'ai appris que le FNFI met également en œuvre le produit Nkodédé, destiné aux bénéficiaires fins de cycles des produits qui ont remboursé. Etant donné que je suis un bon élève en termes de remboursements des crédits, je compte une fois mon dernier cycle de crédit remboursé faire la demande afin d'obtenir le crédit Nkodédé. Ceci me permettra de renforcer mon activité de vente de produits d'alimentation générale mais aussi de débiter mon commerce de pagnes ici dans la ville d'Atakpamé."

Kafui ne cache pas que depuis sa rencontre avec le FNFI, elle s'épanouit jour après jour, et pour elle c'est seulement de cette façon



AMEGBEZO Kafui

qu'elle renforcera son autonomie.

"Grâce au FNFI j'ai débuté mon processus d'autonomisation et j'invite toutes les personnes qui hésitent encore à se lancer

dans ce même processus comme nous de nous rejoindre afin que nous prenions tous ensemble, à bras le corps, notre épanouissement."

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1

Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège

Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... suivie des examens de fin d'années pour les élèves des classes d'examens. L'année scolaire étant terminée pour ceux des classes de passage, l'on a pu réduire considérablement les effectifs afin de minimiser les risques de propagation du virus à partir de cette réouverture des écoles. Au moment des examens aussi, la distanciation physique a été respectée. Mais, maintenant que tous

les élèves du Togo vont retourner à l'école, que va-t-il se passer ? L'équation semble un peu complexe, quand on sait que dans certaines écoles, les élèves sont assis à trois par banc ou plus. Certaines classes comptent plus de 100 élèves. Pour faire face à la situation, le ministre des Enseignements primaire et secondaire livre quelques pistes de solutions. « Des dispositions sont en train d'être prises, afin que

cette rentrée qui ne sera pas normale, soit effective, dans le strict respect des mesures de riposte contre le virus », annonce le ministre Affoh Atcha-Dédji. Une commission est mise sur pied pour faire des propositions au gouvernement. Une vaste campagne nationale de sensibilisation sera lancée une semaine avant la rentrée à travers tous les canaux de communication disponibles, afin de

préparer les apprenants au retour en classes. « Nous avons en temps normal 60 voire 80 élèves ou plus dans les salles, ce qui n'est plus possible avec le Covid-19 », reconnaît le ministre. Des discussions sont en cours avec chaque circonscription scolaire dans le but d'« alléger et avoir au maximum 30 élèves par classe ». Des systèmes de rotation seront instaurés pour

assurer les cours les matins et après-midis, des bâtiments améliorés seront construits, de nouveaux table-bancs et des dispositifs de lavage des mains fabriqués. Par ailleurs, les semaines de cours seront étendues jusqu'au samedi, en prenant en compte les mercredis après-midis, traditionnellement libres dans le système éducatif national.

Edem D.

Décentralisation

« Nous avons définitivement quitté le terrain des critiques stériles pour le pragmatisme, l'action sur le terrain », dixit Dr James Amaglo

Lors de l'ouverture de la troisième session du Conseil municipal de la commune du Golfe 2, le maire, Dr James Amaglo, a tenu des propos qui revêtent une importance capitale « Nous avons définitivement quitté le terrain des critiques stériles pour le pragmatisme, l'action sur le terrain », a déclaré le maire de la commune du Golfe 2 mardi dernier.

Pendant longtemps, la politique au Togo se limitait à des déclarations, condamnations, critiques stériles, manifestations etc... Maintenant que notre pays a entamé la phase pratique de son processus de décentralisation et que les leaders politiques traditionnels dont plusieurs d'entre eux devenus maires, sont obligés de prendre des initiatives en faveur de leurs administrés, cette époque semble sur le point d'être révolue. D'ailleurs, ont-ils le choix ? Dans leurs postures actuelles, ils sont complètement

exposés. C'est le moment de montrer de quoi ils sont capables. Sinon ce sont leurs propres militants qui finiront par comprendre que leurs acharnements contre le pouvoir central n'étaient que du leurre. C'est ici et maintenant qu'il faut prouver que l'on est capable de faire mieux si un jour l'on avait l'occasion de remplacer le président de la République. En tout cas, le Dr James Amaglo l'a très bien compris et l'affirme haut et fort. Cet ancien cadre du Comité d'action pour le renouveau (Car) et actuel membre fondateur et dirigeant des Forces démocratiques pour

la République (FDR), est en train d'œuvrer en synergie avec tout le conseil de la commune du Golfe 2 pour faire de cette commune une référence au Togo. Une année vient de s'écouler et les conseils municipaux ont encore cinq années pour prouver leur volonté de développer ce pays en commençant par leurs petits démembrements. « Nous avons l'espoir que, nous ferons encore et encore l'objet de plus d'attention », déclare le maire en faisant allusion aux efforts faits par le gouvernement pour mettre les municipalités dans de bonnes conditions de travail.



Dr James Amaglo

« Avec les formations, tout le monde est prêt à apporter sa pierre pour le développement de la commune. Ces derniers jours, l'autorité a montré des signes très forts en mettant à notre disposition, la redevance collectée par

l'Office togolais des recettes pour nous, sans oublier la mise à disposition du matériel roulant à toutes les communes. C'est un signe de bon augure », ajoute le Dr James Amaglo.

TM

Insalubrité

À Atakpamé, la rivière «Eke» lance un grand cri de détresse

Pendant plusieurs jours, la commune de l'Ogou 1 dirigée par la maire Yawa Kouigan a maintenu le suspense. L'on annonçait que quelqu'un ou quelque chose devait s'exprimer. Mais, de qui ou de quoi s'agissait-il au juste ? On le sait depuis le jeudi 17 septembre 2020 à 12h. La rivière Eke pousse un grand cri de détresse face à la pollution dont elle est victime.



La pollution environnementale est un fléau qui empêche la nature de respirer

correctement et de fournir les éléments nécessaires pour l'entretien de la vie sur terre. Pendant plusieurs

jours, l'on pouvait apercevoir sur des panneaux géants dans la préfecture de l'Ogou et sur les réseaux sociaux, le message suivant : « elle nous parle, préparons-nous à l'écouter ».

Beaucoup ont pensé à une nouvelle chaîne de radio qui devait lancer ses activités. D'autres par contre se disaient qu'il devrait s'agir d'un projet de grande envergure qui permettra de rendre encore plus attractive la ville aux sept collines. Cette deuxième hypothèse semble plus plausible parce que ce cri de détresse de la rivière Eke devrait être le catalyseur de diverses énergies visant à l'assainir. Mais, il faudrait en prendre premièrement conscience, à commencer par les

populations de la préfecture de l'Ogou. La rivière Eke ne s'est pas polluée toute seule. Ce problème est né suite aux activités humaines. Des quantités énormes de déchets plastiques, tissus et autres jonchent le lit de la rivière. « Les temps ont changé... Je ne peux plus ruisseler librement. Aidez-moi à retrouver ma propreté ! », s'exclame la rivière Eke. « Écoutons-la attentivement... Ce scandale environnemental doit cesser sur la terre de nos aïeux ! », lance Yawa Kouigan, maire de la commune Ogou 1. Et pour que cela soit effectif, il faut immédiatement initier un projet de restauration de cette rivière en concertation avec les populations. Ensuite, il faudra établir des sanctions pour punir ceux

qui continueront de polluer cette rivière, puis mettre sur pied si possible, une brigade de veille environnementale. Pour l'heure, le message retentissant de la rivière Eke est entendu tant au Togo qu'ailleurs. Eke traverse la ville d'Atakpamé d'est en ouest sur près de dix kilomètres. Elle parcourt plusieurs quartiers tels que Djedda, Alahamoudou, Kotokoli-Zongo, Djama, Agadomè, Gnagna, Nyekonakpoè, Agbonou, Koèroma et Kamina. Ce cours d'eau impétueux joue également le rôle de collecteur d'eaux pluviales. Il est alimenté par quatre affluents qui prennent leur source dans les collines voisines. Eke (en dialecte Woudou, dérivé de l'Ewé) signifie le sable.

Edem Dadzie

TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



* Jours ouvrés



ENSEMBLE
CONTRE LE COVID-19



Agriculture

Les avantages du Padeam expliqués aux acteurs et parties prenantes

Le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa S.A.) a sensibilisé les parties prenantes du Projet d'appui pour le développement des exploitations agricoles modernes (Padeam). Cette mission de sensibilisation s'est déroulée dans les régions des Savanes et de la Kara du 14 au 17 septembre dernier.

Le Mifa S.A. a été mandaté par le ministère de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique pour réaliser cette opération. Il s'agit d'une mission d'information, de sensibilisation et de mobilisation des acteurs et des parties prenantes du Padeam. Son objectif est de faire connaître ce projet aux différents acteurs. Ces derniers ont pris connaissance des avantages de

cette initiative. Cela va permettre de susciter les demandes auprès de potentiels bénéficiaires.

Selon le Mifa S.A. « le gouvernement togolais a décidé de relever les défis de la transformation de l'agriculture, pour en faire un levier de création de richesses et d'augmentation des revenus des populations. Pour ce faire, plusieurs initiatives sont mises en œuvre



Siège de la Bceao à Lomé

en faveur du monde agricole à travers le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques Mifa S.A, pour contribuer à l'atteinte des objectifs inscrits à l'axe 2 du

Plan national de développement (PND)».

Le Projet d'appui pour le développement des exploitations agricoles modernes est financé par l'Agence japonaise de

coopération internationale (Jica) à travers les fonds de contrepartie du programme Kennedy Round (KR). L'objectif du Padeam est de contribuer à financer l'investissement pour la création de 350 petites exploitations agricoles devant générer au moins 1 750 emplois sur une durée de 12 mois. En termes de cibles, le projet prévoit de toucher 2 100 bénéficiaires directes et 12 000 bénéficiaires indirectes sur les filières fruits et légumes dans les maillons de la production, la transformation, le conditionnement, la distribution, etc.

Félix Tagba

Interview avec Reckya Madougou

« ... maîtriser le Big data est l'un des prérequis de la 4e révolution industrielle »

Dans une interview accordée à Financial Afrik, la conseillère spéciale du président de la République Faure Gnassingbé et experte internationale en finance inclusive et en mécanisme de développement, explique l'importance du Big data pour les économies africaines. TogoMatin vous propose cette interview de Reckya Madougou avec Financial Afrik.

Financial Afrik : comment la crise actuelle affecte-t-elle l'écosystème financier en Afrique ?

Reckya Madougou : Indéniablement, la Fintech a bénéficié du Covid, les mesures de distanciation physique et sociale ayant imposé un nouveau mode de management de services à la clientèle ou simplement de gestion des portefeuilles. Dans ce contexte, la Fintech devient essentielle pour dynamiser l'activité économique, mais aussi envisager d'autres modes de gestion économique, pour peu que les conditions d'accessibilité aux infrastructures et terminaux GSM ou Internet soient garanties. Je suis profondément convaincue de la possibilité de transformer ce défi en opportunité, et nous sommes déjà sur cette voie. Selon la GSMA, en 2019, les transactions mobiles en Afrique subsaharienne ont avoisiné les 24 milliards pour un montant total de 456 milliards de dollars.

Dans ce contexte, comment le Big data peut-il favoriser l'essor de la finance inclusive ?

Selon la GSMA, le taux de pénétration de l'Internet mobile a bondi de 23 à 66 % entre 2018 et 2025. Si on arrive à créer des opportunités autour de ce potentiel, l'intégration de l'analyse du Big data dans les domaines relatifs à l'inclusion financière, y compris la micro-finance, pourra générer de la croissance. Cette intégration au sein des mécanismes de finance inclusive permettra de disposer d'informations nécessaires pour proposer des services financiers plus ciblés, plus appropriés et plus accessibles. Cette dynamique impliquera

de protéger les données recueillies et exploitées. Au Kenya, par exemple, le système du programme de micro-financement et de transfert d'argent par téléphonie mobile devra très vite s'approprier la maîtrise du Big data pour gérer le flot d'informations correspondant afin de maintenir son rythme de croissance et de pénétration au sein de la population. Pour les économies africaines, maîtriser le Big data est l'un des prérequis de la 4e Révolution industrielle. La relation entre les télécoms, les banques et le secteur de l'inclusion financière sera mieux intégrée et plus fluide. Au final, c'est toute l'économie qui en bénéficiera, y compris les Etats, en termes de sécurité et de nouvelles ressources potentielles grâce à une meilleure connaissance et un meilleur traçage des masses de données.

Plus globalement, quel est son potentiel pour les sociétés africaines ?

L'exploitation du Big data devrait optimiser la productivité des entreprises en réduisant le coût de l'information. Plus généralement, elle permettra de diminuer considérablement celui des transactions économiques et administratives pour les entreprises, les individus et le secteur privé. Grâce à elles, les services deviennent moins onéreux, plus rapides ou plus commodes, tout simplement. L'exemple le plus frappant en Afrique en matière de recours au Big data, c'est l'essor de son utilisation dans le commerce électronique. Cela implique de réussir une bonne interopérabilité entre les solutions de paiement, d'épargne

et de crédit, gage de véritable autonomisation, à commencer par celle des femmes - 60 % d'entre elles étant encore exclues des systèmes financiers numériques. J'appelle de tous mes vœux à intégrer à ce mix épargne-éducation financière-solution de paiement des techniques de micro-assurance.

Comment les énormes masses de données issues des transactions numériques peuvent-elles être transformées en informations exploitables par les décideurs ?

La gestion de l'information et son accessibilité en temps réel représentent deux enjeux majeurs. La mise à disposition de ces données représente notamment une opportunité pour la finance inclusive en termes de planification, prospective et traçabilité financière ainsi que de prise de décision et de nouvelles sources de mobilisation de ressources. La finance inclusive ouvre à tous l'accès des services financiers, pour peu que les conditions soient réunies et que cette accessibilité soit précédée d'éducation financière. A cette fin, il est impératif de recueillir les informations sur les identités, les habitudes de consommation, les géolocalisations, les niveaux de revenus et de consommation et d'épargne, les besoins d'investissement d'une cible de plus en plus importante, mouvante, mobile. Cela représente un énorme volume d'informations à collecter, traiter puis analyser afin de prendre les bonnes décisions, adaptées à la cible visée, et d'anticiper en matière de bonne gouvernance, indispensable en matière de crédit et favorisée par une meilleure connaissance



des antécédents des clients.

Quels sont les risques inhérents à un écosystème de transactions entièrement numérisé ?

La mode de la Fintech sur le continent ne doit pas nous faire perdre de vue le challenge prioritaire que représente la vulgarisation des infrastructures de télécommunications. On ne peut espérer une bonne inclusion financière par le truchement du Big data sans régler au préalable la fluidité du GSM et/ou de l'Internet. Certains pays d'Afrique subsaharienne mettent la charrue avant les bœufs et entament la digitalisation des services financiers alors même que leur qualité de service GSM et fourniture ou débit d'Internet laissent à désirer. En voulant faire de l'inclusion financière vaille que vaille, ces pays créent une nouvelle exclusion.

Au Kenya, par exemple, un PPP avait permis à Vodacom d'améliorer d'abord l'accessibilité à ses infrastructures de communication jusque dans les zones rurales, ainsi que son interopérabilité avec d'autres réseaux téléphoniques avant même le lancement du célèbre

M'Pesa, qui a révolutionné l'inclusion financière dans ce pays. Cette révolution à venir posera autant de défis que les précédentes, parce que le recours progressif au Big data, ajouté à l'idée que la data sera source de création de valeur, se confronte à un paradigme évident : plus un bien est rare, plus sa valeur croît. Si les données sont de plus en plus accessibles sur les plateformes, comment pourraient-elles voir leur valeur augmenter ? Il y a aussi le défi lié à la protection des données personnelles, à ce qu'on a envie de partager ou pas, ainsi que celui des infrastructures de télécommunications pour nos pays africains qui devront augmenter leurs investissements dans ce secteur qui évolue à la vitesse de la lumière, et dont les équipements techniques font l'objet d'une obsolescence programmée. Ce sont les conditions sine qua non pour que nos économies en général, et la finance inclusive en particulier, puissent capitaliser sur l'opportunité et les dividendes que ces nouvelles technologies peuvent générer grâce au Big data.

Source : financialafrik.com

Présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire

«Il n'y aura pas d'élection», selon Guillaume Soro

Hôtel Bristol, 72 heures seulement après l'invalidation de sa candidature pour la présidentielle d'octobre 2020 en Côte d'Ivoire. Le même hôtel qu'a choisi l'ancien président de l'Assemblée nationale ivoirienne pour annoncer sa candidature il y a trois mois, a servi cette fois-ci à lancer des messages clairs à la communauté internationale, aux acteurs politiques ivoiriens. Pour l'ancien chef des rebelles, une chose est sûre : il n'y aura pas d'élection en Côte d'Ivoire. Sans mentionner comment compte-t-il s'y prendre, Guillaume Soro promet des actions concertées avec le reste de l'opposition de son pays pour ramener la démocratie en Côte d'Ivoire.



Guillaume Soro

Comme à son accoutumée, Guillaume Soro s'est montré déterminé face aux journalistes et correspondants internationaux invités pour la conférence. Pour lui, «

maintenir cette élection dans ces conditions n'avait aucun sens » et qu'y participer revenait à « cautionner la forfaiture » d'Alassane Ouattara et à « accompagner son coup d'État institutionnel ». Et

d'ajouter avec une touche humoristique « ...S'il y a élection en Côte d'Ivoire, c'est que nous aussi, nous en faisons partie » !

En réalité, ce que semble montrer l'ancien président

de l'Assemblée nationale ivoirienne dont le passé avec les armes témoigne de sa posture actuelle, la Côte d'Ivoire est en passe de tomber une nouvelle fois dans les méandres des violences électorales dont elle sort à peine. Cette menace, à peine voilée de l'ancien chef des rebelles, celui-là même qui avait aidé Alassane Ouattara, alors opposant au régime Gbagbo, à prendre le pouvoir par les armes, n'est que le début d'une escalade de la crise pré-électorale qui bat son plein dans le pays.

En dehors de l'escalade verbale par médias interposés, la crise prend rapidement une dimension internationale, avec la récente décision de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples. Juste au moment où la Cedeao fait face à un putsch militaire au Mali voisin, la question de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire cristallise les opinions et va bien au-delà de la simple question de candidature et pose un problème d'ordre général,

relatif à l'instauration des institutions fortes, dirigées par des hommes forts. C'est d'ailleurs ce qui rend cette question pertinente, posée par Guillaume Soro, aux journalistes de BBC Afrique, quand il demandait à savoir « De quel droit le président de la Côte d'Ivoire Alassane Ouattara se rend-il à Bamako pour demander aux Maliens de respecter les décisions de la Cedeao quand lui-même ne respecte pas les décisions de l'Union africaine ? »

Du non-respect des décisions des institutions sous-régionales, décisions qui ont force de loi supranationale, aux modifications des Constitutions pour, selon les auteurs, adapter les textes nationaux à l'évolution des sociétés démocratiques, en passant par l'inaction tranchée de la communauté internationale, l'Afrique semble arriver à un carrefour de questionnements sur le mode de gouvernance qui serait le mieux adapté.

Alexandre Wémima

Mali / Transition

A 24 heures de l'ultimatum de la Cedeao, la junte et le M5 obligés de trouver le consensus

Des négociations, des tractations, des discussions mais toujours pas de décision au Mali. La junte au pouvoir continue de consulter avant de publier la charte pour la transition politique dans le pays. Samedi, les militaires ont de nouveau rencontré les représentants du mouvement de contestation M5-RFP.



Une délégation du M5-RFP et la Junte au Mali

Deux jours, c'est le temps qui reste à la junte au pouvoir au Mali pour désigner un président et un Premier ministre civils et revoir la charte de transition. C'est en effet ce mardi qu'expire l'ultimatum fixé par la Communauté économique des États

d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Les militaires ont donc intensifié leurs consultations ces derniers jours, notamment avec le mouvement M5-RFP.

Le week-end dernier, la coalition qui a mené la contestation contre l'ex-président IBK avait rejeté

les propositions de la junte mais après une nouvelle rencontre samedi soir, la tonalité était plutôt positive. Du côté du M5, on assure que les discussions évoluent dans le bon sens. Après le froid qui a suivi les consultations du week-end dernier, la coalition

d'opposition et la junte ont renoué le dialogue.

Samedi, la réunion s'est tenue en comité restreint. Cette fois, il s'agissait de relire ensemble la charte de la transition et de discuter des points qui posent toujours problème : « Ils nous ont écoutés et nous devons nous revoir aujourd'hui pour nous assurer que nos amendements seront effectivement pris en compte », explique un participant du côté du M5. « Nous sommes en train d'étudier leurs demandes », indique-t-on du côté de la junte.

Parallèlement, les militaires travaillent à la mise sur pied du collège qui, lui, doit être formé pour désigner le nouveau président de la transition. Les rencontres ont eu lieu jusqu'à deux heures du matin et se poursuivent ce dimanche. Selon nos informations,

ce comité devrait être composé de membres du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), la junte, de représentants des principaux syndicats, de la société civile et du M5 dans un souci d'« inclusivité », dit-on.

Comment fonctionnera ce collège ? Dans quel délai désignera-t-il les dirigeants de la transition ? Qui aura le dernier mot ? Tout cela reste encore en cours de discussions ce dimanche. Samedi, en tout cas, le M5 n'a pas caché qu'à ses yeux, le temps presse. « Nous leur avons dit qu'il faut absolument que les nouvelles équipes puissent se mettre au travail au plus tard mercredi prochain », indique une source au M5, soit au lendemain des célébrations du soixantième anniversaire de l'indépendance du Mali.

T.M. et Rfi.fr

TAUX: 0%



* Offre soumise à conditions

Oxy Conseil

**Pour une belle rentrée
scolaire et un avenir assuré !**

DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2020

Disponible en **24 heures**



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS
 DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES
 MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?
 HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE
 Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FILA«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com
 Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 14 au 21/9/ 2020

BOULEVARD	Doulassamé	22 21 65 49
BON SAMARTAIN	Av.Libération	22 21 13 67
PORT	Face Hôtel Sarakawa	222761 88
KODJOVIAKOPE	Av. Duisbourg	22 20 44 71
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
CAMPUS	Adéwi	22 21 56 32
PATIENCE	Tokoïn Gbadago	22 21 60 94
ISIS	NUKAFU Gakpoto	70 44 83 87
YEM-BLA	258, Av. Akéï	22 26 76 51
FRATERNITE	Hédzranawé	22 26 81 55
CITRUS	Attiégou	70 44 59 24
NOTRE DAME	TOGO 2000	96 80 10 12
SANTA MADONNA	Kégué	70 01 03 03
MISERICORDE	BE-KPOTA	96 80 09 45
MAELYS	Bè Kpota	22 27 60 19
ADIDOGOME	Adidogomé	22 50 54 85
SILOE	Atingangomé	90 80 26 39
ACTUELL E	Sagbado	22 51 11 72
MAGNIFICAT	Yokoè	70 44 51 59
DJIDJOLE	Djidjolé	22 25 65 12
ST JOSEPH	BE KLIKAME	22 25 74 65
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN	22 51 63 30
MILLENAIRE	Agoè-Nyivé	22 51 64 31
DIEUDONNE	LLEO 2000	70 44 84 59
OSSAN	AVEDJI	70 40 44 25
APOLLON	Avédji	70 41 01 07
ST ESPRIT	Agoè-Nyivé	70 40 29 06
APOU ANTOINE	Agoè-Assiyéy	70 41 36 12
ST MICHEL	Agoè-Nyivé	70 43 30 43
CHARITÉ	CEG d'Agoè-Nyivé	22 25 12 60
EXCELLENCE	Agoè Démakpoè	22 51 77 87
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi	96 80 10 21
ABRAHAM	Agoè-Logopé	22 50 10 00
NOUVELLE TULIPE	Rte M. Tové	99 47 00 70
TAKOE	Agoè Zongo	22 34 03 42
SANGUERA	Sanguéra	99 90 89 72
GANFAT	AGOE DALIKO	22 55 08 15
AVEPOZO	Avépozo	22 27 04 86
DE L'EDEN	Baguida	70 42 13 98

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Débat

Je suis Charles et je travaille dans la fonction publique. Ça fait maintenant 4 ans que Carmen et moi on s'est mariés. Depuis le jour que nous nous sommes connus, Carmen avait une chose en tête : vouloir travailler et m'aider à améliorer notre condition de vie. Chose que j'adorais puisque c'était aussi ma vision afin de créer un meilleur avenir pour nos futurs enfants. D'abord, je lui ai dit ; faisons nos deux enfants, ensuite je te trouverais du travail. Elle était enceinte de notre deuxième enfant quand nous nous sommes mariés. Après le mariage, je lui ai indiqué une entreprise privée qui recrutait (c'était l'entreprise de mon cousin Paterné qu'elle ne connaissait pas et ne savait pas). Avec un salaire de 400.000Fcf pour elle, on était tombé d'accord sur 4 choses :
 1- elle paye la facture d'électricité (son choix)
 2-elle assure le petit-déjeuner (son choix)
 3- une épargne de 50.000frs chaque mois dans notre compte épargne commun (mon choix).
 4- sa contribution débutera après 1an de service afin d'économiser pour ses projets personnels (mon choix).
 Mais les choses ont commencé à se compliquer 17mois après ça prise de service. En seulement 7mois ou Carmen à commencer à m'aider dans les tâches de la famille comme c'était prévu et citez plus haut (les 4points). Elle ne faisait que se plaindre jusqu'à me donner le surnom de " l'unique ", pour dire que je suis le seul homme à faire ça à sa femme. Pour une simple dispute, elle me convoque chez ses parents. Lors de ma dernière réunion, son père m'a posé la question :
 « Tu n'as pas honte de demander à ce que ta femme paye aussi dans les taches de la maison ? » Face à cette famille qui n'arrêtait pas de parler dans notre couple et aussi pour apaiser Carmen, j'ai décidé d'annuler toutes les taches qu'elle avait pour avoir la paix.
 Un jour, je suis allé en mission pour 48h, à la maison les agents de société de l'électricité sont venus enlever notre compteur (par erreur cela concernait le voisin). Carmen m'a envoyé un message pour me dire que la CIE est chez nous. J'ai vu le message mais tellement occupé, j'ai oublié de répondre. J'ai rappelé la nuit mais elle ne répondait pas à plusieurs reprises. J'appelle le voisin, mais elle refuse de prendre le portable de la main du voisin.
 De retour de ma mission, Carmen est toute chaude de colère : pourquoi je n'ai pas répondu à son message à temps. Je me suis expliqué et excusé longuement. J'étais sûr d'avoir payé cette facture puisque j'ai le reçu.
 Maintenant je demande à ma chérie pourquoi avoir laissé ces agents partir avec notre compteur pour une facture de 12300f, chose qu'elle pouvait gérer sur place avec leur accord.
 Booomm, ce jour-là j'ai tout entendu comme quoi :

- Je fais sciemment de mettre la honte sur elle en ne payant pas l'électricité ;
- parce qu'elle travaille, je veux la ruiner ;
- je mens sur missions pour aller voir ma maîtresse ;
- elle a l'impression de vivre avec son petit frère puisqu'on a le même âge ;
- je ne respecte et pas je n'aime pas ses parents...

Deux semaines plus tard Carmen demande le divorce. J'ai appelé mes parents pour régler l'affaire mais elle a tout refusé jusqu'à ce qu'on arrive au divorce en seulement 2mois après ce problème de compteur. Son employeur, mon cousin Paterné qu'elle ne connais pas m'a contacté : « c'est comment cousin ? On fait comment ? Le contrat de ton ex femme de 3ans va prendre fin dans un mois. J'ai sa fiche de licenciement, je signe ou je laisse ? »
 Que je donne mon accord par rapport au licenciement de mon ex femme ou que je demande à mon cousin, qui est son patron de la laisser continuer à travailler même sans contrat ?

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Musique / Afrimma & Afrima

Deux « awards » qu'il faut savoir distinguer

« Afrimma » et « Afrima » sont deux différents événements de récompenses qui peuvent prêter à confusion. Bien qu'ils aient presque des sigles identiques, il s'agit de deux cérémonies de remise de prix différentes. « Afrimma » se définit comme African Muzik Magazine Awards qui se tient aux USA alors que « Afrima » signifie All Africa Music Awards qui se déroule dans un pays africain au choix. Le groupe musical togolais « Toofan » a plusieurs fois été nommé à ces deux différents événements de récompenses.

Ces deux événements de récompenses ont été conçus la même année, mais n'ont aucun rapport l'un avec l'autre. En commençant par la cérémonie de récompenses African Muzik Magazine Awards (Afrimma), elle est la seule cérémonie de remise de prix de la diaspora qui récompense tous les genres musicaux notamment « Afrobeats », « Assiko », « Bongo »,

« Decalé », « Funana », « Lingala », « Soukous » et autres.

Le 26 juillet 2014 à l'Eisseman Center de Dallas, au Texas en Amérique du Nord, l'histoire a commencé lorsque la 1ère édition d'Afrimma a vu le jour. Les organisateurs récompensent les artistes et personnalités dans plusieurs catégories. Le duo « Toofan » a été nommé pour la première fois en

2015 aux Afrimma lors de sa deuxième édition dans la catégorie « Meilleur groupe africain ».

Quant à la cérémonie de prix « All Africa Music Awards » (Afrima), elle a été créée par le comité international Afrima en collaboration avec l'Union africaine, afin de récompenser et de célébrer les œuvres musicales, les talents et la créativité autour



Les trophée des deux différents Awards

du continent africain tout en promouvant le patrimoine culturel africain. La première édition a eu lieu en 2014. Pour les récompenses, l'organisateur prévoit deux parties de nominations dont « Regional Awards » et « Continental Awards ». Justement, le tandem le

plus chaud d'Afrique « Toofan » a été nommé aux « Afrima 2017 » et aux « Afrimma 2018 » dans les catégories « Best Artist in African Pop », « Best African Group » et « Best African duo », et ont gagné toutes trois nominations.

Nadia E.

Lire

« Allah n'est pas obligé » d'Ahmadou Kourouma. Ed Points. Pp 23-24

« ...Nous étions optimistes et forts (optimiste signifie confiant en l'avenir d'après Larousse). Nous étions optimistes et forts parce que Allah dans son immense bonté ne laisse jamais une bouche qu'il a créée sans subsistance (subsistance signifie nourriture et entretien). On était en juin 1993. Faut pas oublier de dire que, dans les discussions avec le médium Sekou, Yacouba est parvenu à le convaincre qu'il devait aller au Liberia et en Sierra Leone. Parce que, dans ces pays, les gens mouraient comme des mouches et, dans les pays où les gens mouraient comme les mouches, les marabouts qui sont capables de sortir un poulet de leur manche gagnent beaucoup d'argent ; trop de dollars. Il n'a pas dit non. Et, de fait, nous l'avons rencontré en plusieurs occasions dans les forêts inhospitalières du Liberia et de Sierra Leone (inhospitalier signifie farouche, sauvage). Voilà ce que j'avais à dire aujourd'hui. J'en ai marre ; je m'arrête aujourd'hui. Walahé ! Faforo (sexe de mon père) ! Gnamokodé (bâtard) ! Quand on dit qu'il y a guerre tribale dans un pays, ça signifie que des bandits de grand chemin se sont partagé le pays. Ils se sont partagé la richesse ; ils se sont partagé le territoire ; ils se sont partagé les hommes. Ils se sont partagés tout et tout et le monde entier les laisse faire. Tout le monde les laisse tuer librement les innocents, les enfants et les femmes. Et ce n'est pas tout ! Le plus marrant, chacun défend avec l'énergie du désespoir son gain et, en même temps, chacun veut agrandir son domaine. (L'énergie du désespoir signifie d'après Larousse la force physique, la vitalité). Il y avait au Liberia quatre bandits de grand chemin : Doe, Taylor, Johnson, El Hadji Koroma, et d'autres fretins de petits bandits. Les fretins bandits cherchaient à devenir grands. Et ça s'était partagé tout. C'est pourquoi on dit qu'il y avait guerre tribale au Liberia. Et c'est là où j'allais. Et c'est là où vivait ma tante. Walahé (au nom d'Allah) ! C'est vrai. Dans toutes les guerres tribales et au Liberia, les enfants-soldats, les smallsoldiers ou children-soldiers ne sont pas payés. Ils tuent les habitants et emportent tout ce qui est bon à prendre. Dans toutes les guerres tribales et au Liberia, les soldats ne sont pas payés. Ils massacrent les habitants et gardent tout ce qui est bon à garder. Les soldats-enfants et les soldats, pour se nourrir et satisfaire leurs besoins naturels, vendent au prix cadeau tout ce qu'ils ont pris et ont gardé. C'est pourquoi on trouve tout à des prix cadeaux au Liberia... »

Musique

Fofa Skarfo se rapproche de son public à travers « Les lives de Fofa Skarfo »

« Les lives de Fofa Skarfo » est une initiative du rappeur Fofa Skarfo. Elles se passent sur la toile, notamment sur le réseau social Facebook. La toute première séance a eu lieu le 13 septembre dernier. Un événement qui n'a rien à envier aux autres « Facebook Lives » qui pullulent sur la toile. Dans « Les lives de Fofa Skarfo », l'auteur du fameux titre « Balle Perdue » s'exprime et chante.



Fofa Skarfo

Le rappeur togolais Fofa Skarfo ne fait pas que questionner la société, il sait impacter sa

communauté. Il a plus que mis la communication à son avantage. Présent sur les réseaux sociaux, Fofa

Skarfo ne se connecte pas pour babiller. Il motive à travers ses publications. Fofa Skarfo à travers son nouveau concept « Fofa Nation » croit plus que jamais à une Afrique qui jouit pleinement de ses atouts.

Un amoureux fin de son pays le Togo, Fofa Skarfo lui a consacré aussi bien des titres que des hommages. Dans son titre « Petit pays », il a tout dit de ce qu'il pense et souhaite pour son pays natal.

« J'y ai dit ce que j'avais dans mes tripes sur mon pays, il était important pour moi de le faire », avait déclaré Fofa Skarfo dans une interview.

N.E.

ACHETEZ & LISEZ DESORMAIS

tm TOGOMATIN

SUR MON KIOSKIOSK.com OU **sur le portail Lome.com**

www.monkiosk.com **www.alome.com**

WWW.TOGOMATIN.TG

Twitter : @Togomatintg
Facebook : Togomatintg
Instagram : instagram.com / togomatintg
Website : www.togomatintg

Classement FIFA des équipes nationales

Les Éperviers du Togo toujours au même rang

La Fédération internationale de football association (Fifa) a rendu public, le 17 septembre 2020, son classement des équipes nationales. Pas de changement de rang pour les Éperviers du Togo. Dans la foulée, le sélectionneur des jaunes-verts du Togo, Claude Le Roy, a annoncé des nouvelles têtes dans le nid des Éperviers, pour les éventuels matchs amicaux et la double confrontation contre les Pharaons d'Égypte aux éliminatoires de la CAN 2021.

Après 06 mois d'inactivité due au coronavirus qui a confiné le football africain et privé toutes les équipes nationales de matchs et ce depuis mars 2020, les Éperviers sont restés au même rang dans le classement Fifa de septembre 2020. Le Togo garde sa 34e place en Afrique et la 126e au plan mondial.

Dans le sillage de la reprise du football des Éperviers, le sélectionneur national togolais, Claude Le Roy, dans l'émission "Talents d'Afrique"

a annoncé deux matchs internationaux amicaux avec l'arrivée de jeunes. « On est en train de travailler tous les jours pour programmer par exemple en ce qui nous concerne des matchs en Tunisie le 8 et 12, contre la République centrafricaine et le Soudan mais il va falloir que tous les tests soient validés, que les visas soient donnés », a déclaré Claude Le Roy.

« Il y a de jeunes joueurs qui m'intéressent, le Togolo-Camerounais Loïc Bessilé qui a signé à Bordeaux qui



Les Éperviers du Togo

va nous rejoindre, j'essaie de convaincre Lilian Brassier qui appartient à Rennes qui va probablement être prêté à Brest dans les 48h pour qu'il nous rejoigne. On a un très bon joueur à Osnabruck en Allemagne, Etienne Amenyo, et

plus quelques talents togolais qui jouent au Wafa au Ghana entre 16 et 17 ans. Je ne désespère pas de convaincre Charles Abi de venir un jour, voir comment cela se passe au Togo, Jean Eudes Aholou aussi pour renforcer cette

équipe », a-t-il ajouté.

« ...Je suis parti voir certains pendant des matchs, je suis allé à Barcelone voir Barcelone -Getafe voir Djene. J'ai parlé avec certains joueurs, on attend le devenir des autres. Dossevi n'a toujours pas signé dans un club, il est en pourparlers avec certains clubs depuis son départ de Toulouse. On est dans l'incertitude la plus totale, mais on a quand même donné une liste pour préparer ces matchs avec pas mal de petits nouveaux », a avoué Claude Le Roy.

Les Éperviers du Togo ont dans leur ligne de mire, les Pharaons d'Égypte pour une double confrontation comptant pour la phase éliminatoire de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2021.

Attipoe Edem Kodjo

Championnat ghanéen

La Fédération ghanéenne de football suspend le Techiman City Football Club

La Fédération ghanéenne de football (GFA) a annoncé, le 18 septembre 2020, la suspension provisoire de Techiman City Football Club, pour violation des statuts. La GFA se référant à l'article 39 de ses statuts pour prendre la décision, Techiman City Football Club a émis le 28 août 2020 un bref contre la GFA et a déposé une requête ex parte contre celle-ci.



Football ghanéen

Une requête ex parte est une procédure judiciaire engagée par une partie en l'absence volontaire ou involontaire de l'autre partie. La GFA indique qu'un tel acte ressort clairement des conditions d'admission en vertu des articles 13 et 16 des statuts du GFA 2019.

En cas de violations, l'article 17.1 des statuts 2019 de la GFA stipule que « le congrès est responsable de la suspension d'un membre. Le Conseil exécutif peut toutefois suspendre temporairement un membre qui enfreint gravement et / ou à plusieurs reprises ses obligations en tant que membre avec effet immédiat. La suspension approuvée par le Conseil exécutif durera jusqu'au prochain Congrès, à moins que le Conseil exécutif ne l'ait

levée entre-temps », a résumé la Fédération ghanéenne dans le communiqué.

Techiman City Football Club est donc suspendu de toutes les activités de la GFA, y compris la prochaine saison de football 2020/2021, jusqu'à ce que le prochain congrès de la GFA décide du sort du club tel que prescrit aux articles 17 et 18 des statuts de la GFA.

L'article 17 (3) des Statuts de la GFA stipule qu'« un membre suspendu perd ses droits de membre. Les autres membres ne peuvent pas entretenir de contacts sportifs avec un membre suspendu. La commission de discipline peut imposer des sanctions supplémentaires », rappelle la Fédération ghanéenne de football.

Attipoe Edem Kodjo

Criminalité dans le sport

Mémorandum d'entente entre l'UNODC et la Fifa

L'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (UNODC) et la Fifa ont signé ce lundi 14 septembre 2020 un mémorandum d'entente. La convention a pour objectif d'intensifier la coopération conjointe des deux institutions pour mieux combattre les menaces que pose la criminalité dans le sport.

Le patron de la Fifa, Gianni Infantino, a été accueilli ce jour dans les locaux de la prestigieuse agence onusienne à Vienne en Autriche. L'Office des Nations unies contre les drogues et le crime, est la plus haute agence anti-corruption de l'ONU. Le document paraphé par Ghada Fathi Waly, directrice exécutive de l'UNODC, et le président de la Fédération internationale de football association, est relatif à la lutte contre la corruption et le crime dans le sport.

Selon les signataires, ce mémorandum devrait permettre de réfléchir à la façon dont le football peut être utilisé comme vecteur de renforcement de la jeunesse contre la criminalité et la consommation de substances en proposant des formations sur les compétences essentielles.

« Le sport permet le développement des enfants et des jeunes et nous avons plus que jamais besoin du sport dans l'après-Covid-19 pour rendre les gens plus sains et plus heureux, mais aussi pour faire renaître l'emploi. Cependant, pour exploiter le pouvoir du sport, nous devons en protéger l'intégrité », a laissé entendre Ghada Fathi



Ghada Fathi Waly et Gianni Infantino

Waly.

Le président de la Fifa s'est réjoui en indiquant que depuis 2016, la Fifa nouvelle version a fait de grands pas en avant en matière de bonne gouvernance, mais aussi dans le domaine de l'intégrité du football, notamment dans la lutte contre la manipulation des matchs et la protection des enfants dans le football. L'UNODC a également accepté de son côté de participer à une consultation lancée par la Fifa, avec d'autres organisations sportives, des autorités intergouvernementales, différentes agences gouvernementales et agences spécialisées dans l'objectif d'établir une entité internationale multi-sports et multi-

agences indépendante qui enquêtera sur les cas d'abus dans le sport.

Le mandat de cette entité comprendra la création d'une structure hiérarchique de confiance ; la formation d'un groupe d'experts mondial pouvant être rapidement mobilisé afin de proposer une gestion des cas spécialisée et un soutien aux victimes, aux témoins et aux lanceurs d'alerte au niveau local ; la normalisation des sanctions et des mesures disciplinaires et la création d'un processus de dépistage pour s'assurer que les auteurs des actes ne puissent passer d'une région à l'autre, d'un sport à l'autre, voire échapper à la justice.

Attipoe Edem Kodjo

Réseaux sociaux

Facebook, le réseau social le plus utilisé au Togo

Malgré un taux de pénétration internet de 21% et 1,71 millions d'utilisateurs (statistiques datant de 2019), le réseau social Facebook est le plus utilisé au Togo, selon un récent rapport de StatCounter.

84% des Togolais présents sur les réseaux sociaux utilisent régulièrement Facebook, selon les statistiques de la compagnie basée à Dublin. La plateforme de Marc Zuckerberg est donc le plus fréquenté au Togo. Elle est suivie par Pinterest (9,18% des utilisateurs) Instagramme (5,19%), Youtube (3,93%) et Twitter (0,16%) ...

De 7% en 2016, le taux de pénétration d'internet a pratiquement triplé en trois ans au Togo. Ce taux est monté à 11% en 2017, puis 12% en 2018. C'est sur la période 2018 à 2019, qu'il va connaître sa plus importante progression (avec un gain de près de 10%, pour passer de 12

à 21%), avec 1,71 millions d'utilisateurs en 2019.

Et pourtant, des efforts ont été faits pour améliorer l'accès à la connexion internet au Togo ces dernières années. La 4G, l'arrivée de Canal Box et de Téoilis et la modernisation des services offerts par TogoCom, la holding d'Etat qui exploite Togotélécom



et Togocel (récemment privatisées) n'ont pas réussi à rehausser davantage la pénétration de la connexion internet.

Rachidou Zakari

Covid-19 et remèdes

La médecine traditionnelle africaine peut librement s'émanciper

Même si la médecine traditionnelle africaine faisait déjà ses preuves depuis un bon moment, elle dispose désormais d'un soutien de taille. À la faveur de la pandémie du coronavirus, et face aux tergiversations de la médecine conventionnelle, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), zone Afrique, vient de définir un cadre sécurisé pour permettre à la médecine traditionnelle africaine d'éclorre.

La crise sanitaire du coronavirus a été l'occasion de multiples controverses sur les remèdes et les vaccins. De la France avec l'hydroxychloroquine en passant par les Etats-Unis, le Bénin avec l'apivirine, Madagascar avec le Covid organics, la Russie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne etc... avec des déclarations sur des essais de vaccins supposés concluants, c'est la confusion totale. Dans une telle situation, il est clair que des initiatives locales doivent éclore. C'est cela

qu'encourage l'OMS, qui elle-même, est dépassée par les événements. Des experts de l'OMS et deux autres organisations ont « approuvé un protocole pour des essais cliniques de phase 3 de phytothérapie pour la Covid-19 ». « Les essais cliniques de phase 3 sont essentiels pour évaluer pleinement la sécurité et l'efficacité d'un nouveau produit médical », précise l'organisation onusienne. C'est une vraie perche que vient de tendre l'OMS au pays africains dont le Togo. Dans notre pays, des essais cliniques devraient

démarrer dans les semaines à venir pour s'assurer de l'efficacité de certains immunostimulants, des médicaments censés renforcer l'organisme pour l'aider à lutter contre le virus de la Covid-19.

Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, déclarait il y a quelques semaines que « les gouvernements (africains) se sont engagés en 2000 (...) à traiter les remèdes traditionnels comme les autres médicaments en les soumettant à des essais ». Dr Matshidiso encourage



Dr Matshidiso Moeti

le respect des processus scientifiques sur lesquels les gouvernements se sont engagés. Si un produit de médecine traditionnelle s'avère sûr,

efficace et de qualité assurée, l'OMS promet de recommander sa fabrication locale à grande échelle

E. Dadzie



DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication



Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00



Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro
(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR